



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETÉ N° 168/DDPP/2016
portant mise en demeure**

Le préfet de la Loire

56
COURRIER ARRIVÉE
UD LHL
Le - 5 AVR. 2016
DREAL
AUVERGNE - RHÔNE-ALPES

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.171-6 à L. 171-12 et R. 514-1 à R. 514-3-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1985 modifié autorisant la société CARRIERE RICHARD à exploiter une carrière de roches dures sur le territoire de la commune d'AMBIERLE, lieu-dit "Grand Piernant" pour une superficie de 10 ha et pour une durée de 30 ans ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2015 autorisant la société CARRIERE RICHARD à poursuivre l'exploitation pour une durée d'un an ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 mars 2016, établi à la suite d'une visite d'inspection du 21 octobre 2015, constatant une hauteur de front supérieure au seuil fixé par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1985 susvisé ;

CONSIDERANT que la non-conformité constatée sur la hauteur de l'un des fronts de taille constitue un manquement aux dispositions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1985 susvisé ;

CONSIDERANT que les prescriptions applicables à l'installation ne sont pas respectées ;

CONSIDERANT qu'au vu des éléments ci-dessus, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 5.3 l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1985 susvisé afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société CARRIERE RICHARD, dont le siège social est situé "Roc Bonory" BP 6 42430 SAINT JUST EN CHEVALET, est mise en demeure, pour la carrière qu'elle exploite à AMBIERLE, "Grand Piernant", de respecter sous un délai de six mois à compter de la signature du présent arrêté, les prescriptions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1985 susvisé.

ARTICLE 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 3 :

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

COURRIER ARRIVÉE
UD LHL
Le 29 MARS 2016

ARTICLE 4 :

Monsieur le Sous-Préfet de Roanne, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Madame le maire d'Ambierle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée d'un mois en mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le **29 MARS 2016**

Pour le Préfet
par délégation
Le Secrétaire Général


Gérard LACROIX

Copie adressée à :

- Société CARRIERE RICHARD

"Roc Bonory"

BP 6

42430 SAINT JUST EN CHEVALET

- Sous-Préfecture de Roanne

- Madame le maire d'Ambierle

- Inspection des installations classées DREAL – Unité Territoriale de la Loire

- Archives

- Chrono